

20 - Personnel Communal - Recrutement d'un chargé de mission logistique et approvisionnements

Mme SCHOELLER, Première Adjointe, Rapporteur : L'emploi à temps complet de chargé de mission logistique et approvisionnements de la Direction Générale des Services Techniques est actuellement vacant.

L'agent a pour principales missions :

- de mettre en œuvre les orientations stratégiques des achats et approvisionnements pour les travaux,
- de déployer un plan de sécurisation des activités,
- d'être un soutien aux équipes en charge des magasins.

La Ville a souhaité pourvoir cet emploi de chargé de mission logistique et approvisionnements par voie de mutation ou de détachement d'un fonctionnaire ou de recrutement d'un lauréat du concours correspondant. A cet effet, elle a procédé à une large publicité de celui-ci.

Toutefois, aucune candidature de fonctionnaires ou de lauréats de concours correspondant n'est parvenue à la collectivité.

Compte tenu de cet appel à candidatures infructueux, il convient d'ouvrir l'accès à cet emploi aux agents contractuels dans le cadre de l'article 3-3 (2°) de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale. Cet article précise notamment que des «emplois permanents peuvent être occupés de manière permanente par des agents contractuels pour les emplois de catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté. Les agents ainsi recrutés sont engagés par contrat à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans».

En l'espèce, le recours à un agent contractuel serait justifié notamment en raison des besoins du service, la continuité de l'activité dont il s'agit devant être assurée, l'absence de ce cadre portant préjudice au bon fonctionnement de la Direction.

L'agent percevra la rémunération, à savoir le traitement indiciaire, le cas échéant le supplément familial de traitement, afférente à l'indice brut 379 ainsi qu'une Indemnité Forfaitaire pour Travaux Supplémentaire de 2^{ème} catégorie des attachés territoriaux affectée d'un coefficient de 5,33 et la prime de fin d'année dans les conditions de la délibération du Conseil Municipal du 17 février 1992.

Le contrat, de droit public, serait établi pour une durée maximale de trois ans avec possibilité de dénonciation à chaque échéance annuelle. En tout état de cause, à l'issue de la période maximale de trois ans, ce contrat ne pourra être renouvelé que par reconduction expresse.

Propositions

Le Conseil Municipal est invité :

- à définir cet emploi à temps complet de chargé de mission logistique et approvisionnements pour la Direction Générale des Services Techniques dans les conditions ci-dessus,
- à autoriser M. le Maire ou Mme la Première Adjointe à signer l'ensemble des documents s'y rapportant.

«M. Philippe GONON : Ce n'est pas directement lié à ce poste-là que j'approuverai. Simplement j'ai fait une petite addition concernant le nombre de personnels des services de la Ville pour l'année 2011 dans le rapport d'activités que vous nous avez donné et je suis arrivé au chiffre suivant, alors vous allez me le confirmer ou me l'infirmier, c'est tout. Je suis tombé sur 2 783 équivalents temps plein + 105 vacataires et intérimaires. Est-ce que ce chiffre est juste ou faux ? C'était juste pour vérifier.

M. LE MAIRE : Je ne peux pas vous dire. C'est certainement dans cet ordre d'idée, mais il y a le CCAS dedans aussi.

Mme Marie-Noëlle SCHOELLER : Ça me paraît beaucoup.

M. LE MAIRE : On vous donnera le chiffre exact parce que dans ce chiffre-là il y a certainement des stagiaires, des personnes qui ne travaillent que quelques heures. Je vous avoue ne pas savoir exactement. Une personne qui fait une demi-heure à la sortie de l'école est comptée dans les effectifs mais ce n'est pas un temps plein bien sûr. Il y a peut-être une erreur effectivement mais on vous donnera le chiffre exact, je ne peux pas vous dire comme ça avec précision.

Mme Catherine GELIN : Je voulais faire une remarque concernant ces contrats renouvelables tous les ans et les contrats également qui sont des CDI hors fonction publique. Il me semble difficile pour eux de penser à une carrière et est-ce qu'il est possible dans le futur que les CAP s'occupent de la gestion de leur carrière, de leur progression d'indice et de leur formation si toutefois ils devaient être réintégrés dans le personnel communal ?

Mme Marie-Noëlle SCHOELLER : Ils ne peuvent pas être traités en CAP. C'est pour ça que dans un des rapports précédents vous avez vu l'avancement pour les CDI. Il ne peut être prononcé que par le Conseil Municipal et ils ne sont pas traités en CAP. C'est statutaire, les CDI ont un traitement d'avancement différent.

M. LE MAIRE : Je mets au vote ce rapport. Y a-t-il des oppositions ? Je n'en vois pas, des abstentions ? Je n'en vois pas».

Après en avoir délibéré et sur avis favorable unanime de la Commission n° 2, le Conseil Municipal, à l'unanimité des suffrages exprimés, décide d'adopter la proposition du Rapporteur.

Récépissé préfectoral du 22 juin 2012.